



# Les illusions dangereuses

## Afghanistan : le double aspect militaro-humanitaire de l'opération « Liberté immuable »

Jean-Hervé Bradol

Tribune publiée dans Le Figaro, 10 octobre 2001

Document en provenance du site internet de Médecins Sans Frontières

<http://www.msf.fr>

Tous droits de reproduction et/ou de diffusion, totale ou partielle, sous quelque forme que ce soit, réservés pour tous pays, sauf autorisation préalable et écrite de l'auteur et/ou de Médecins Sans Frontières et/ou de la publication d'origine. Toute mise en réseau, même partielle, interdite.

## Les illusions dangereuses

*AFGHANISTAN : Le double aspect militaro-humanitaire de l'opération « Liberté immuable »*

**Tribune de Jean-Hervé Bradol publiée dans Le Figaro, 10 octobre 2001**

Dimanche soir, les forces américaines et britanniques ont lancé des représailles contre l'Afghanistan, en réponse au massacre de 6 000 personnes à New York et à Washington le 11 septembre dernier. Cette attaque était accompagnée d'un versant dit « humanitaire » qui nous plonge dans une profonde perplexité. Nous sommes, dans la nuit, passés de l'illusion d'exodes massifs attendus mais jamais constatés d'Afghans aux frontières à l'illusion d'une guerre « humanitaire ».

Depuis le 11 septembre 2001, nul ne doute de la nécessité pour les Etats-Unis et leurs alliés de réagir aux attentats meurtriers. L'annonce d'une action ciblée et proportionnée confirme l'intention de légitimer la riposte. Légitime défense, l'argument est fort et devrait être suffisant pour justifier les frappes lancées dimanche soir. En doublant une opération militaire classique d'une opération de bienfaisance, la formule « deux en un », militaire plus humanitaire, on retrouve une donnée classique des conflits modernes : l'entrée en scène de la propagande en même temps que celle de la machinerie militaire.

Qu'on ne s'y trompe pas : les ONG ne revendiquent pas un monopole de l'assistance ; elles entendent rappeler que la spécificité de l'humanitaire est justement de prendre en compte avant tout des considérations d'humanité. Or les objectifs humanitaires entrent souvent en contradiction avec les objectifs politiques et militaires.

Les expériences passées (Kurdistan en 1991 ou Srebrenica en 1995) nous ont souvent démontré que la protection des populations est sacrifiée au bénéfice d'objectifs non avoués. C'est donc une soumission de l'humanitaire à des considérations politiques qu'impliquent ces discours vertueux. Cette confusion des genres met en outre en danger le personnel des organisations humanitaires qui prenait déjà de très lourds risques dans cette région : à son arrivée au Pakistan, tout secouriste étranger, d'origine occidentale, s'entend aujourd'hui expliquer que le risque principal, pour sa sécurité personnelle, est simplement l'assassinat perpétré par les partisans des auteurs des massacres commis aux Etats-Unis. Une ambiance peu propice à la préparation en urgence des secours et aux nombreux déplacements indispensables au travail d'évaluation initiale...

Comment, demain, les Afghans accueilleront-ils des secouristes indépendants qui, englobés dans le conflit au titre de cette opération « militaro-humanitaire », sont amalgamés à ceux qui tirent d'une main et délivrent des vivres de l'autre ? Et comment ont-ils accueilli les vivres et médicaments parachutés dans la nuit comme annoncé par le secrétaire d'Etat américain à la Défense, Donald Rumsfeld ?

Les organisations humanitaires savent d'expérience que de telles opérations sont inefficaces : comment savoir, en effet, qui va les récupérer au sol ? Comment imaginer la réaction des personnes qui voient tomber, d'un côté, des bombes et, de

l'autre, des secours ? Qui sera en mesure d'utiliser à bon escient les médicaments largués ?

En plus de vingt ans d'assistance en Afghanistan, nous savons qu'il n'a jamais été facile d'assister la population. Atteindre les plus jeunes, les plus faibles, les plus seuls et les plus isolés a toujours réclamé des trésors de persévérance, des prises de risques et des négociations. L'efficacité de largages en pleine nuit de quelques caisses de médicaments et de vivres des rations végétariennes ! est donc bien douteuse. Ces mesures visent davantage à rassurer l'opinion qu'à aider les Afghans.

Illusion encore quant à la protection et à l'assistance aux réfugiés à qui l'on fait croire qu'un dispositif d'aide est en place aux frontières. Or, non seulement les frontières sont toujours fermées, le président pakistanais a réaffirmé lundi matin qu'il entendait qu'elles le restent, mais les sites potentiels d'accueil identifiés ne permettent pas d'assurer la protection de ces personnes ni celle du personnel humanitaire. En clair, la première des protections, le droit fondamental de fuite des civils, n'est pas garantie.

Depuis vingt ans, les Afghans ne sont pas réfugiés par vocation mais se déplacent sous la pression d'attaques directes et massives contre les civils ou de persécutions, justifiées selon leurs auteurs par des différences linguistiques ou religieuses. Si par malheur la violence et la faim poussaient des centaines de milliers de personnes sur les routes, rien dans les déclarations récentes de l'Iran et du Pakistan ne garantit une ouverture large et rapide des frontières. Ces deux pays se sont surtout illustrés ces deux dernières années par des politiques de refoulement des réfugiés, étalées dans le temps, mais touchant des centaines de milliers de réfugiés, en contravention avec les conventions internationales. Les réticences de pays accueillant déjà 4 millions de réfugiés sont compréhensibles même si, face à une menace vitale, elles perdent toute justification.

Au Pakistan, les sites prévus pour construire les camps de réfugiés sont situés à une poignée de kilomètres de la frontière, dans des endroits isolés, difficiles d'accès, alors que, pour d'évidentes raisons de sécurité, les standards internationaux recommandent de les placer à quelques dizaines de kilomètres.

Ils sont situés dans une zone où la souveraineté pakistanaise ne s'exerce presque pas au-delà des axes routiers principaux et où les opérations d'assistance sont très difficiles à mener vu l'insécurité qui règne. Depuis de nombreuses années, nous traversons, pour nous rendre en Afghanistan, ces territoires avec l'obligation d'être escortés par des forces de police.

Par ailleurs, l'accès aux points d'eau imposera l'utilisation de nombreux camions-citernes. Cette option étant considérée par n'importe quel secouriste un peu expérimenté comme la plus coûteuse et la plus précaire. L'expérience nous a appris que les trois aspects principaux de la réussite d'une opération de secours pour des réfugiés reposent sur le triptyque : sécurité, eau et facilité de transport. Ces conditions sont loin d'être réunies.

Or, malgré cela, aujourd'hui, le risque est réel de voir les Afghans, épuisés par vingt ans de guerre, prendre pour argent comptant les déclarations rassurantes diffusées

sur toutes les radios internationales par les représentants des gouvernements coalisés et ceux des agences des Nations unies indiquant que des centaines de millions de dollars les attendent, notamment au Pakistan et en Iran, sous la forme d'une aide matérielle.

Dans cette situation aussi dangereuse qu'imprévisible, décider de se déplacer vers un hypothétique refuge ou de rester chez soi dans la peur d'être bombardé, voire de subir la violence de milices connues pour leurs exactions à l'égard des civils pour peu qu'ils n'appartiennent pas au même groupe linguistique ou à la même branche de l'islam, représente un cruel dilemme. La moindre des choses serait de leur manifester assez de respect en leur donnant accès à une information exacte. Nous en sommes loin.

L'information diffusée sur l'état de préparation des opérations de secours indique que des centaines de millions de dollars, des dizaines de milliers de tentes et de bâches plastiques, des dizaines de milliers de tonnes de nourriture, de larges quantités d'eau potable et de médicaments seront disponibles à leur arrivée.

Certes, vus de Peshawar, à la frontière pakistano-afghane, la mobilisation des organisations d'aide et l'engagement sur le terrain de leur personnel sont réels, en dépit d'une sécurité précaire. Mais l'accueil de centaines de milliers de personnes ne s'improvise pas en quelques jours. En matière de secours, si la constitution de stocks suffisants est indispensable, c'est bien souvent le difficile accès aux populations et l'accès des populations aux secours qui expliquent les échecs. Pour l'instant, personne ne sait qui va se déplacer ni vers où, ni dans quelle proportion, ni sous la pression de quels événements. Comment planifier efficacement les secours et garantir un minimum de pertes humaines ?

Voilà les conditions réelles vues du terrain, avec un peu d'expérience et de liberté d'esprit. Enrégimentés dans une double coalition militaro-politique et humanitaire, comme le souhaitent les membres de la coalition, les humanitaires auront pourtant bien besoin de leur indépendance d'esprit, de parole et d'action quand les discours propagandistes se heurteront à la dure complexité du réel.

**Jean-Hervé Bradol, Président de Médecins sans frontières (MSF).**  
**Article écrit le 8 octobre à Islamabad**